

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Châteauroux, le 27 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société du Parc Eolien de Sainte Lizaigne

36260 STE LIZAIGNE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement Société du Parc Eolien de Sainte Lizaigne implanté Sainte-Lizaigne 36260 STE LIZAIGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée pendant le chantier de construction du parc éolien : les travaux de terrassement sont achevés et les fondations sont en cours, aucune éolienne n'est montée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société du Parc Eolien de Sainte Lizaigne
- 36260 STE LIZAIGNE
- Code AIOT dans GUN : 0010013573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'exploitation du parc éolien, composé de 7 aérogénérateurs (E1 à E7) et de 2 postes de livraison électrique (PDL 1 et 2) implantés sur la commune de Sainte-Lizaigne, est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/03/2019.

La société SEPALE assure l'assistance à maîtrise d'ouvrage pendant le chantier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures prises en phase de Chantier de construction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
coordonnées géographiques	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 3 – Titre I	/	Sans objet
démarrage des travaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 4.2.1 – Titre II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 4 – Titre I	/	Sans objet
chemins d'accès	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 4 – Titre I	/	Sans objet
déclaration de démarrage du chantier	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 1 – Titre III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : coordonnées géographiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 3 – Titre I
Thème(s) : Autre, éolien
Prescription contrôlée : Coordonnées géographiques des 7 éoliennes et des 2 postes de livraison électrique (PDL).
Constats : L'exploitant doit vérifier l'exactitude des coordonnées du PDL n°1 et, le cas échéant, porter à la connaissance du préfet, avant l'implantation des PDL, la modification des coordonnées avec les éléments d'appréciation nécessaires (plan à jour, parcelle et milieu concernés...).
Observations : Par courrier du 05/03/2020, Monsieur le Préfet de l'Indre a pris acte de la modification des coordonnées de l'aérogénérateur E4. Document consulté: - plan d'implantation au 1/2000 par un géomètre-expert. La coordonnée X en Lambert 93 du PDL n°1 relevée par le géomètre est différente de celle autorisée. L'inspection constate que les travaux d'accès aux 2 PDL n'ont pas été réalisés et que les 2 PDL ne sont pas implantés. L'exploitant précise que les travaux sont programmés à l'automne 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 4 – Titre I
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Prescription contrôlée : Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposé par le demandeur. Mesures prévues en phase de chantier dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale : - Réalisation d'une étude géotechnique; - Stockage des déchets dans des bennes; - Mise à disposition de kits anti-pollution; - Mise en place de fosses de récupération des eaux de lavage des toupies béton.
Constats : Pas d'écart constaté.

Observations: Documents consultés : - étude géotechnique de conception – Mission G2 phase avant-projet de mars 2020 par la société ANTEA GROUP; - rapport Mission G2 PRO – calcul des fondations des éoliennes E1 à E7 du 21/03/2022 par ANTEA GROUP; - livret d'accueil par ENGIE GREEN disponible à la base vie du chantier Sur la base vie, située au lieu-dit "Chazeaudebert" sur la commune de Sainte-Lizaigne, l'inspection constate la présence de : - kits anti-pollution; - trois bennes de déchets (bois, cartons, DIB); - fosse de récupération des eaux de lavage des toupies béton sur les plateformes des fondations d'E1 et E6.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : démarrage des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 4.2.1 – Titre II
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Prescription contrôlée : Pour éviter de perturber les espèces nicheuses, les travaux de construction/déconstruction des aérogénérateurs ne doivent pas débuter entre le 15 mars et le 31 juillet inclus, ou sous réserve d'un contrôle préalable de l'absence de nid occupé, réalisé par une personne ou un organisme expert. En cas d'arrêt de plus d'un mois du chantier avec une reprise des travaux entre le 15 mars et le 31 juillet, un contrôle préalable analogue doit être mis en œuvre. Les aménagements temporaires (aire principale du chantier de construction / déconstruction, plateformes de montage, passages des câbles de raccordement) et pérennes (chemins d'accès, plate-formes de maintenance, fondations des aérogénérateurs) sont réalisés en dehors des aires remarquables (notamment les milieux prairiaux, les points d'eau, les zones humides et les massifs boisés) et avec le souci de préserver les zones boisées, particulièrement le réseau de haies et les arbres isolés, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire.
Constats : L'exploitant doit fournir l'étude visant à déterminer l'implantation des haies et des arbres accompagnée notamment des plans matérialisant l'emplacement des linéaires et des accords des riverains.

Observations:

Documents consultés :

- plannings de réalisation des travaux du maître d'ouvrage, de la société de construction des éoliennes et de la société de BTP;
- suivi écologique du chantier de construction du parc éolien de Sainte-Lizaigne (36) – compte rendu de la visite avant travaux du 12/01/2022 par la société SYNERGIS ENVIRONNEMENT ;
- suivi écologique du chantier de construction du parc éolien de Sainte-Lizaigne (36) – compte rendu de la première visite de chantier du 20/04/2022 par la société SYNERGIS ENVIRONNEMENT ;
- suivi écologique du chantier de construction du parc éolien de Sainte-Lizaigne (36) – compte rendu de la seconde visite de chantier du 08/07/2022 par la société SYNERGIS ENVIRONNEMENT.

Le chantier a démarré en février 2022 et n'a pas été interrompu de manière prolongée. Les rapports de suivi écologique signalent l'arrachage d'une haie entre E2 et E3 qui n'était pas présente lors de l'élaboration de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale. Les rapports de suivi écologique susvisés indiquent qu'elle ne présentait aucun intérêt écologique.

L'inspection constate le maintien de la haie longeant la RD 34 au sud du site.

L'exploitant précise qu'il est prévu d'implanter à l'automne 2022 des haies et des arbres chez plusieurs riverains.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 4 – Titre I
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Prescription contrôlée : Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposé par le demandeur.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations: Documents consultés : - plans joints au dossier de demande d'autorisation environnementale et au porter à connaissance qui a conduit à un courrier de prise d'acte du déplacement d'E4 par le préfet le 05/03/2020. Constats sur site de la disposition des chemins d'accès et des plateformes des 7 fondations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : déclaration de démarrage du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 1 – Titre III
Thème(s) : Autre, éolien
Prescription contrôlée : Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe : <ul style="list-style-type: none"> – le Préfet de l'Indre ; – l'inspection des installations classées ; – la Direction Départementale des Territoires de l'Indre ; – le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Indre ; – le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer - Direction Générale de l'Aviation Civile - Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) - Pôle de Nantes, zone Aéroportuaire CS 14321 - 44343 BOUGUENNAIS CEDEX ; – le Ministère de la Défense - Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord à Cinq-Mars-La-Pile (BA 705 - SDRCAM Nord - RD 910 - 37076 TOURS CEDEX 02) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ des dates de début et de fin de chantier pour l'installation des éoliennes, en rappelant pour chacune d'elles, sa position géographique exacte, en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), ainsi que son altitude en mètres NGF (nivellement géographique de la France) à la base et leur hauteur au sommet (pales comprises) ;[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations: Documents consultés : - courriers adressés le 15/12/2021 à la SDRCAM Nord, à la DGAC et au SDIS, le 21/12/2021 à la DDT, à la préfecture et à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet